

John Kenneth Galbraith, une pensée toujours neuve

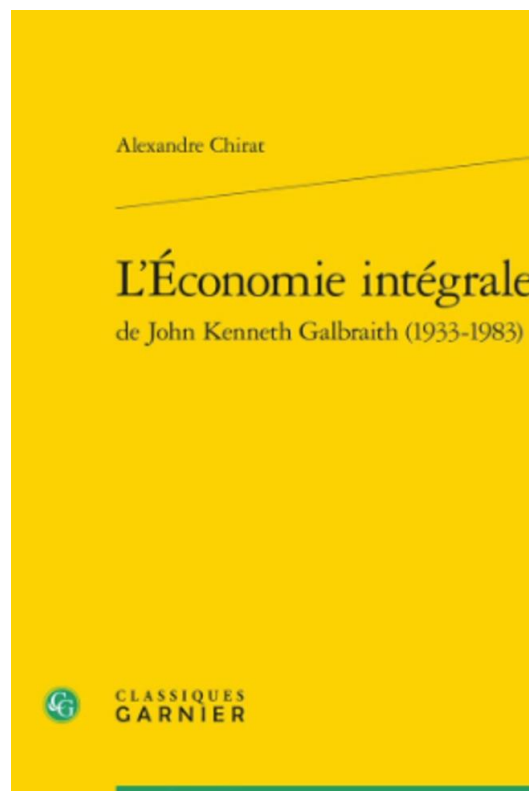
Dans un texte très fouillé, l'historien de l'économie Alexandre Chirat revient sur la pensée d'un des économistes les plus importants de l'après-guerre, John Kenneth Galbraith. Une pensée qui fait écho à de nombreux débats contemporains.

Mediapart [Romaric Godin](#) le 5 juillet 2022

https://www.mediapart.fr/journal/economie/050722/john-kenneth-galbraith-une-pensee-toujours-neuve?utm_source=global&utm_medium=social&utm_campaign=SharingApp&xtor=CS3-5

John Kenneth Galbraith (1908-2006) a été l'un des économistes les plus influents et les plus discutés de son époque. Un temps délaissée au profit de celle des économistes du consensus néolibéral, sa pensée connaît depuis quelque temps un renouveau logique. Les grands thèmes développés dans son œuvre, de la planification au contrôle des prix en passant par les effets de concentration des entreprises, redeviennent en effet d'une grande urgence.

Dans un ouvrage paru en début d'année aux éditions Classiques Garnier, [L'Économie intégrale de John Kenneth Galbraith \(1933-1983\)](#), l'historien de l'économie Alexandre Chirat revient en détail sur le travail de cet économiste, à la fois sur la genèse et les influences de l'œuvre, mais aussi sur son originalité, à travers une lecture serrée de ses œuvres.



Ce travail très fouillé est une biographie intellectuelle qui permet de prendre conscience de la richesse d'une pensée qui s'est forgée à la fois par des influences diverses, qui dépassent largement le seul keynésianisme, mais aussi par les expériences concrètes de Galbraith. On suit ainsi ce dernier dans son travail fondateur, pendant la guerre, au bureau de l'administration des prix, mais aussi dans son travail de journaliste économique ou d'ambassadeur en Inde de Kennedy avant de devenir conseiller de Lyndon Johnson.

Cette méthode, qui s'ancre dans la réalité pour monter vers la théorie, permet de bousculer le « bon sens » économique de notre époque. Dans ses œuvres, Galbraith a placé la question du pouvoir au centre de l'économie. Chez lui, il n'y a pas de « lois économiques » immuables et métaphysiques, il y a d'abord des choix de pouvoir qui déterminent l'ensemble de la coordination économique. Les enjeux de pouvoir au sein des entreprises, entre les entreprises et les consommateurs et entre le capital et l'État sont au centre des phénomènes économiques.

C'est surtout ce fait central que les néolibéraux ont voulu effacer en cherchant à faire disparaître Galbraith des auteurs de référence de leur époque. Et c'est pourquoi il est aujourd'hui un auteur de référence au moment où s'effondre le monde néolibéral. Alors que les « économistes » orthodoxes sont incapables de comprendre et de lire notre monde, Galbraith devient éclairant. Comme le souligne son fils, James Galbraith, dans la préface du livre d'Alexandre Chirat : « *Le verdict sera peut-être rendu par ceux qui ont continué à lire Galbraith et non par ceux qui ont tout fait pour l'oublier.* »

Comment comprenez-vous le projet d'ensemble de John Kenneth Galbraith ?

Ce que Galbraith essaie de faire, c'est de rendre compte de la dynamique économique et sociale de l'ensemble de la société des États-Unis. Et c'est pour moi le point de départ de l'ouvrage : comment est-ce possible ? Le travail a ensuite consisté à rechercher les moyens de construire ce que j'appelle son « *économie intégrale* », tant en observant ses généalogies intellectuelles qu'en explorant sa méthode.

Il y a donc cette volonté de connecter la microéconomie et la macroéconomie. Examiner les deux séparément n'a, pour lui, pas de sens.

Cette démarche l'amène à s'intéresser à d'autres sciences sociales et à les intégrer dans sa pensée...

Galbraith est d'abord et avant tout un économiste. Il n'a publié que dans des revues d'économie. Mais ses écrits débordent cependant les frontières traditionnelles de ce que certains considèrent être la science économique.

Une des thèses défendues dans ce livre est que ce concept de pouvoir qui est central dans les sciences humaines de l'après-guerre joue un rôle unificateur dans les différentes théories de Galbraith.

Une des spécificités de la pensée de Galbraith n'est-elle pas l'importance donnée à la microéconomie et aux entreprises ?

Dans ce projet de Galbraith qui consiste à rendre compte de l'intégralité du système économique, il est conscient qu'il faut prendre en compte les acteurs individuels, comme les consommateurs et les entreprises, mais aussi des phénomènes plus globaux que l'on appelle la macroéconomie. Il y a donc cette volonté de connecter la microéconomie et la macroéconomie. Examiner les deux séparément n'a, pour lui, pas de sens. Et c'est ce qui fait de Galbraith un peu plus que le simple « *macroéconomiste keynésien* » auquel on le réduit parfois.

Dans le contexte d'une spécialisation et d'une professionnalisation croissantes de l'économie, Galbraith a une position originale. Il reconnaît les mérites de la spécialisation pour regarder en détail les phénomènes, mais ce n'est pour lui qu'une étape. Ce qu'il faut, par la suite, c'est réussir à combiner les études spécialisées. Et c'est cette volonté qui va l'animer. Dans ce contexte, la théorie de l'entreprise est au cœur d'un tel projet. Elle lui permet de lier, par exemple, comment les entreprises fixent leurs prix à la question plus globale de l'inflation.

La grande œuvre de Galbraith est sa trilogie qui regroupe trois ouvrages dont l'écriture s'étale sur plus d'une décennie : *Le Capitalisme américain* (1952), *L'Ère de l'opulence* (1958) et *Le Nouvel État industriel* (publié en 1967). En quoi ces trois ouvrages sont-ils importants ?

La première spécificité de cette trilogie, c'est son audience. Ces textes s'inscrivent dans l'esprit de l'époque qui est celui de rendre compte du changement de nature du capitalisme. Le capitalisme tel qu'on l'a connu avant les années 1930 est en voie de transformation. Une des raisons de cette évolution, c'est ce que l'on a appelé « la révolution managériale », liée à l'évolution de la taille des entreprises et à la généralisation du statut de société anonyme.

Tant que l'on n'aura pas traité la question des inégalités, ce sera très difficile de faire accepter toute idée de décroissance.

Mais, à mon sens, la grande originalité de l'œuvre de Galbraith réside dans *L'Ère de l'opulence*. Au départ, il cherche à travailler sur la pauvreté et sa persistance, mais, progressivement, il prend conscience que ce que les économistes n'ont pas compris, c'est que la question centrale n'est plus celle de la rareté, mais celle de l'abondance. Galbraith ne se contente pas alors de réfléchir sur les sources de la croissance, il explique aussi pourquoi la croissance n'est pas synonyme de bien-être. Il n'est certes pas le premier à s'interroger sur le contenu de la croissance, mais il le fait au cœur de ce que l'on a appelé les « Trente Glorieuses » et avec une audience inédite.

Un des points centraux de la pensée de Galbraith, c'est la remise en cause de la souveraineté du consommateur. Quelle est la portée d'une telle attaque ?

On touche là au cœur de la logique de l'orthodoxie économique. La souveraineté du consommateur a, en réalité, deux dimensions. La première considère que les individus ont des préférences qui leur sont propres. L'économiste ne s'interroge pas sur leur contenu et les considère comme exogènes. La seconde, c'est que les consommateurs sont les meilleurs juges de leurs préférences. La souveraineté du consommateur permet donc de considérer que lorsque l'on cherche à maximiser ses préférences, on cherche à maximiser son bien-être. Et c'est pourquoi elle est une bonne description de ce qui se passe sur les marchés concurrentiels constitués d'individus libres. C'est donc la source, pour beaucoup d'économistes, de la défense de l'allocation des ressources par les marchés.

Galbraith va remettre en cause ce principe. Pour lui, ce sont les entreprises, donc les producteurs qui sont souverains. Ils vont donc chercher à produire ce qui les intéresse et s'efforcer de faire désirer leurs produits au consommateur. L'allocation des ressources ne se produit donc pas comme le pensent les néoclassiques.

Mais Galbraith va plus loin : il remet aussi en cause le refus de s'interroger sur les préférences des individus, sur leur contenu. C'est ce qui l'amène à s'intéresser à des travaux de sociologues, ce que de nombreux économistes, comme Robert Solow, par exemple, lui reprocheront en l'accusant de sortir du champ économique.

Cette vision fait-elle de Galbraith un précurseur de la pensée de la décroissance ?

On retrouve les idées sur la nécessité de réfléchir au contenu de la croissance. Il ne se prononce bien sûr pas explicitement sur la décroissance, mais, dans les années 1970, la New Left aux États-Unis met déjà en avant ces idées. Et Galbraith va leur répondre qu'on ne pourra pas sortir de la croissance tant que les inégalités seront importantes, parce que l'on figera les positions existantes. Tant que l'on n'aura pas traité la question des inégalités, ce sera très difficile de faire accepter toute idée de décroissance. Il reste donc dans le paradigme de la croissance, mais en s'interrogeant sur son contenu et sa destination, ce qui l'amène à critiquer le poids du complexe militaro-industriel ou certaines pratiques comme l'obsolescence programmée.

Si l'on devait résumer la pensée de Galbraith sur ce sujet, on pourrait dire qu'il reconnaît que le capitalisme américain de son époque a réussi à assurer une croissance du PIB par habitant. Cette croissance s'explique en grande partie par celle des grandes entreprises qui sont les plus productives et celles qui peuvent le plus innover. Mais Galbraith sait aussi mettre en avant les limites de cette croissance : elle n'est pas synonyme de bien-être et les inégalités persistent. Galbraith a d'ailleurs insisté sur ces secteurs oubliés de la croissance : la construction, l'agriculture, l'éducation. Pour reprendre les termes de Raymond Aron, qu'il a d'ailleurs côtoyé et dont il est proche à plusieurs égards, c'est un penseur de l'abondance et de ses désillusions.

Venons-en à la place de Galbraith dans l'histoire de la pensée économique. Il est souvent présenté comme un successeur majeur de Keynes, mais, dans ce livre, vous remettez un peu en cause cette vision. Galbraith est-il keynésien ?

Tout dépend de ce à quoi on applique le qualificatif de « keynésien ». Sur les questions des politiques publiques, de l'idée qu'il existe un chômage involontaire et de l'intervention de l'État, Galbraith est évidemment dans la lignée de Keynes, et il va même plus loin que lui sur certains points, notamment sur l'inflation dans les années 1940. Sur la philosophie économique, et notamment sur la question des besoins, il est là aussi « keynésien » puisque l'économiste anglais distinguait « *besoins absolus* » et « *besoins relatifs* ».

Mais ce que j'essaie de montrer dans le livre, c'est qu'on ne comprend pas sa volonté de proposer une vision d'ensemble de la société en le limitant au keynésianisme. Son principal reproche à Keynes, c'est de ne pas s'intéresser à la microéconomie et à la question des grandes entreprises.

C'est pourquoi Galbraith est aussi marqué par deux autres courants de pensée des années 1930. C'est d'abord celui représenté par Edward Chamberlin, qui explique que l'oligopole différencié est devenu la forme dominante de structure de marché. Cela signifie que le marché est dominé par quelques grandes entreprises qui vendent des produits qui se différencient notamment par les dépenses de publicité. L'autre influence majeure est celle de Berle et Means, qui mettent en avant l'idée que les actionnaires ne contrôlent plus directement les entreprises et que cela a un impact sur la gestion de ces dernières.

C'est par la combinaison de ces trois influences que l'on comprend le projet de Galbraith. À cela, il faut ajouter la proximité de son épistémologie avec la pensée des institutionnalistes historiques américains. Le projet de Galbraith est holiste, systémique et évolutionnaire, il essaie de prendre en compte les transformations d'ensemble à moyen et long terme du capitalisme et cela le rapproche directement de penseurs institutionnalistes comme Veblen.

Son originalité, c'est qu'il va à contre-courant de la professionnalisation de la profession d'économiste. Il rédige des ouvrages qui ont des aspects théoriques, mais aussi des ouvrages qui peuvent être lus par tous.

Dans les débats contemporains, la question de la place de l'économiste, et en particulier de l'économiste hétérodoxe dans la cité et la vie publique, est à nouveau relancée. Galbraith n'est-il pas un exemple sur ce sujet ?

Le modèle de Galbraith concernant la place de l'économiste dans la cité, c'est Keynes, capable d'allier une réflexion théorique et une intervention ou une préoccupation dans les problèmes de son temps. Il s'est donc beaucoup investi dans les groupes de réflexion de son temps, proche de la gauche du parti démocrate, mais aussi en tant que conseiller de Kennedy ou de Johnson. Et là, il intervient avec des économistes traditionnellement qualifiés de néoclassiques ou d'orthodoxes.

En réalité, il subit l'influence de la philosophie pragmatique américaine où la pensée est au service de l'action. Mais son originalité, c'est qu'il va à contre-courant de la professionnalisation de la profession

d'économiste. Il rédige des ouvrages qui ont des aspects théoriques, mais aussi des ouvrages qui peuvent être lus par tous. Cela est aussi lié à son expérience de journaliste économique qui lui a permis de réfléchir sur la façon dont on peut décrire l'économie.

Dès lors, savoir s'il est orthodoxe ou hétérodoxe est complexe. Sur le plan théorique, il prend des idées un peu partout pour construire sa propre synthèse. Institutionnellement, il n'est clairement pas hétérodoxe jusque dans les années 1970 : il est dans les cercles du pouvoir, enseigne à Harvard et prend même la présidence de la prestigieuse American Economics Association (AEA). C'est à ce moment précis qu'a lieu la rupture avec l'orthodoxie et qu'il participe à l'organisation des revues hétérodoxes, notamment post-keynésiennes. C'est à ce moment qu'il devient hétérodoxe sur le plan institutionnel.

Concernant la méthode, il n'est ni déductiviste (un « théoriste pur »), ni inductiviste (qui part de quelques exemples pour généraliser). Pour Galbraith, les travaux empiriques et ses expériences pratiques sont des points de départ pour trouver des explications plausibles aux phénomènes économiques. Il lui faut en permanence articuler théorie et empirie. C'est un processus d'inférence, nommé l'abduction, qu'on trouve chez les institutionnalistes et chez les pragmatistes américains.

Néanmoins, son rejet d'une économie déconnectée de tout contexte historique et géographique le placerait aujourd'hui du côté des hétérodoxes ?

Oui, très clairement, en 2022, Galbraith serait hétérodoxe. Là encore, l'influence institutionnaliste est indéniable. Ce qui fait la spécificité de cette école, c'est qu'il n'existe pas de loi économique générale en dehors des contextes politiques, sociologiques et historiques. On doit donc prendre en compte les institutions. Certes, aujourd'hui, les institutions sont de plus en plus prises en compte. Mais les « nouveaux institutionnalistes » considèrent que les rapports de pouvoir ne sont pas pour autant intéressants dans l'analyse économique. Chez Galbraith, ils sont centraux.

Finalement, il est d'abord un défenseur d'une démarche d'économie politique plus que de sciences économiques ?

Galbraith est clairement dans le champ de l'économie politique. Il reproche d'ailleurs aux économistes de ne pas expliciter clairement les jugements de valeur, les normes, qui sont au fondement de leurs travaux, par exemple le principe de souveraineté des consommateurs. Certes, lui non plus n'est pas toujours très explicite sur ce point le concernant, mais je crois que l'on peut considérer que le critère normatif de son économie politique est celui de l'équilibre des pouvoirs : entre entreprises et État, entre travailleurs et managers, entre managers et actionnaires... C'est cela qui guide ses préconisations.

Galbraith place la planification, qui revient au centre des débats, au cœur de sa pensée. Quelle est sa vision de cet outil ?

La planification consiste à construire des plans d'action afin de réduire l'incertitude inhérente aux mécanismes de marché. Une fois que l'on a dit cela, il faut d'abord savoir qui planifie. Pour Galbraith, ce sont les grandes entreprises qui d'abord planifient. Elles le font parce qu'elles ont les moyens d'investir sur le long terme et que la seconde révolution industrielle les y oblige. C'est déjà une alternative à la coordination par le marché. Mais avec la crise des années 1930 et la guerre apparaît désormais la nécessité de mettre en cohérence les plans de production des différents secteurs de l'économie. Et c'est là que l'État doit intervenir. Pour Galbraith, la planification est un concept large qui s'applique donc aux entreprises comme à l'État, avec des niveaux d'action différents.

La deuxième question, c'est : pour quoi on planifie ? On a pu le faire, par exemple, dans le cadre de l'économie de guerre. Mais si l'écologie devient une finalité, on peut imaginer une planification qui serait mise au service d'un développement économique compatible avec la préservation de l'environnement. Dans ce cas, la contrainte est inscrite dans le cadre écologique.

Cela pose cependant immédiatement deux problèmes. Le premier est de trouver les bons outils. Pendant la guerre, la comptabilité nationale avait été très utile à la planification. Aujourd'hui, le développement d'une comptabilité prenant en compte les questions écologiques est requis pour quiconque prône une planification écologique. Le second, c'est de se donner les moyens de la planification. Pendant la Seconde Guerre mondiale, l'office des prix américains disposait de 64 000 personnes. L'actuel Haut-Commissariat au plan français a onze employés.

Pour lui, une planification non totalitaire est une condition de la liberté en ce qu'elle assure la satisfaction de besoins fondamentaux.

Galbraith s'oppose donc clairement à Hayek sur la faisabilité de la planification ?

Galbraith est convaincu que la planification peut fonctionner si l'on trouve les bonnes constructions institutionnelles pour la coordonner avec les mécanismes de marché. Il reconnaît que c'est compliqué, mais il estime que c'est faisable.

D'ailleurs, Hayek va davantage insister, plutôt que sur son impossibilité administrative, sur l'entrave à la liberté que représenterait la planification. Or Galbraith et d'autres vont précisément attaquer Hayek sur sa conception de la liberté. Pour eux, une planification non totalitaire est une condition de la liberté en ce qu'elle assure la satisfaction de besoins fondamentaux. Et on retrouve ici la question essentielle du contenu de la croissance et de quels besoins on veut satisfaire.

Un autre sujet d'actualité que Galbraith a beaucoup défendu est le « contrôle des prix ». En quoi sa réflexion reste-t-elle d'actualité ?

Sa réflexion débute avec son expérience historique. Le contrôle des prix n'a pas fonctionné pendant la Première Guerre mondiale, mais a marché au cours de la Seconde dans le cadre d'un contrôle des prix généralisé, ce dont il n'est même pas question aujourd'hui et ce que Galbraith ne réclamait pas lui-même initialement.

Il pose cependant un certain nombre de conditions de réussite qui sont intéressantes au regard de la situation actuelle. Le contrôle des prix est ainsi plus facile à mettre en œuvre sur un marché oligopolistique. Sur certains secteurs concentrés comme l'énergie, ce contrôle est plus efficace. En ce qui concerne les denrées alimentaires, Galbraith pense qu'il est possible de contrôler les prix de certaines denrées, mais, pour être efficace, il faut les accompagner de mesures de rationnement.

Galbraith estime aussi qu'il faut accompagner le contrôle des prix d'un contrôle des salaires. Les deux doivent aller de pair. Comme la planification, c'est un équilibre politique difficile à trouver pour parvenir à ce qu'il appelle une « *allocation psychologique optimale des ressources* ». On souligne souvent combien l'inflation est un conflit de répartition et le contrôle des prix est précisément un moyen de gérer ce conflit.

À lire aussi [L'école post-keynésienne, une alternative à découvrir](#)

21 octobre 2018

[Législatives : quel camp peut vraiment se dire « social-démocrate » ?](#)

16 juin 2022

Ce qu'il est important de noter, c'est qu'il s'agit d'un « contrôle des prix » et non d'un simple « blocage des prix ». Galbraith insiste sur ce point : c'est un outil adaptable et, non rigide, qui peut évoluer à la hausse comme à la baisse en fonction des situations. On peut aussi avoir des barèmes de prix, des prix planchers, pour permettre de protéger certains revenus, par exemple ceux des agriculteurs.

Enfin, ce n'est pas une mesure « anti-entreprises » comme on l'entend souvent. Si les prix sont cohérents, les entreprises peuvent au contraire être intéressées par un État qui réduit l'incertitude. C'est une source d'instabilité majeure en moins.

Il est cependant sceptique sur son application sur de longues périodes. Il est un de ceux qui défendaient l'idée d'un contrôle des prix efficace à moyen terme, quand la plupart des économistes de l'époque défendaient un horizon à six mois. C'est donc d'abord une arme conjoncturelle. Mais Galbraith insiste sur le fait que le contrôle des prix généralisé n'est pas viable sur une longue période, le long terme, c'est davantage le domaine de la planification.

L'Économie intégrale de John Kenneth Galbraith, d'Alexandre Chirat, Classiques Garnier, 1 073 pages, 48 euros.